

Pour une convention d'élimination des armes nucléaires

Avec les armes de destruction massive, l'Homme a aujourd'hui atteint la capacité de s'autodétruire et de remettre en cause des milliards d'années d'évolution. De ce point de vue l'arme nucléaire ne ressemble à aucune autre. Elle détient un pouvoir de destruction de la Planète et de ses habitants, qu'aucune autre arme n'a détenu jusqu'alors.

Si, depuis 1970, le Traité de non-prolifération (TNP) a permis de contenir la prolifération nucléaire, par le renoncement de nombreux pays à l'arme atomique, il est aujourd'hui fragilisé par le non-respect actuel de leurs engagements de la part des puissances nucléaires.

L'arrogance dont font preuve les pays dotés d'armes nucléaires - en ne respectant pas les traités qu'ils ont signés - encourage d'autres pays à ambitionner de devenir à leur tour des puissances nucléaires. Les uns comme les autres ont tort. L'avenir de la sécurité de chacun et de tous ne passe pas par davantage d'armes nucléaires sur la Planète mais par leur élimination définitive. Il n'y a pas d'autres choix viable et durable.

Depuis plusieurs années, cette perspective a conduit à des convergences inédites entre des Ong, des Etats et des institutions pour crédibiliser la perspective de l'élimination des armes nucléaires.

Cette coopération a abouti à un ***modèle de convention pour l'élimination des armes nucléaires***, mis au point par un consortium international de juristes, de chercheurs et de spécialistes du désarmement.

Par lettre adressée au Secrétaire général de l'Onu par les représentants du Costa Rica et de la Malaisie, ce texte a été distribué comme document de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale au titre du point 98 de l'ordre du jour. Il répond en partie à l'obligation affirmée de la Cour internationale de Justice en 1996 de « *poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace* ». Il permet de donner une perspective à l'article 6 du TNP « *Chacune des parties au traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée, et au désarmement nucléaire, sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace* ».

Nous avons choisi de publier ce texte pour le mettre en toutes les mains. Une campagne internationale ICAN (international campaign to abolish nuclear weapons) en soutien à cette convention a été lancée en mai 2007. Elle est relayée en France par un collectif de 54 organisations coordonnées par le Mouvement de la Paix, à l'initiative d'une campagne « Pour un monde solidaire sans guerre et sans arme nucléaire ».

En complément de ce modèle de convention, nous publions un texte de Sergio Duarte, haut représentant des Nations Unies pour le Désarmement ainsi qu'un texte de Pierre Villard co-président du Mouvement de la Paix, prononcés à Londres les 16 et 17 février 2008 lors d'un « Sommet pour le Désarmement » organisé par la CND britannique à l'occasion de ses 50 ans.

La rédaction des Documents pour la Paix et le Désarmement

Rendre crédible l'utopie de l'élimination des armes nucléaires

Pierre Villard

co-président du Mouvement de la Paix

membre du conseil mondial d'Abolition 2000

auteur de « l'arme nucléaire en question » (DVD Regards/Fondation Gabriel Péri/Espaces Marx)

Si l'objectif d'éliminer les armes nucléaires n'est pas nouveau, la méthode pour y arriver, les arguments pour convaincre et la stratégie à mettre en œuvre doivent s'adapter au monde contemporain. Cependant, ce qui n'est pas nouveau et demeure une constante, c'est que rien ne bougera sans l'opinion publique et la mise en mouvement des citoyens.

Du temps de la guerre froide, l'arme nucléaire a bénéficié de l'argument de la « dissuasion » ; c'est-à-dire d'une arme destinée à ne pas être utilisée. Cette idée a longtemps permis d'amoindrir la dimension apocalyptique, catastrophique et inhumaine liée aux images d'Hiroshima et Nagasaki. On trouve encore beaucoup de gens qui justifient les bombardements sur les deux villes japonaises, en considérant qu'ils ont permis d'arrêter la seconde guerre mondiale. Pourtant aujourd'hui, il est de plus en plus évident que les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki n'ont pas marqué la fin de la seconde guerre mondiale mais le début de la guerre froide. Ces bombardements sont révélateurs de ce qu'a toujours été l'arme nucléaire, c'est-à-dire une arme de domination.

Les armes de dissuasion, cela n'existe pas. Les armes finissent toujours par être utilisées un jour ou l'autre. Dire que l'arme nucléaire est une arme de dissuasion - donc inoffensive - c'est oublier les centaines de milliers de morts au Japon, c'est oublier les Hibakusha, c'est oublier les victimes civiles et militaires des essais nucléaires en Algérie, au Nevada, en Polynésie, ..., pour une arme de dissuasion cela fait quand même beaucoup de morts depuis 1945.

Cette idée d'armes de dissuasion est à battre en brèche pour aider les gens à mesurer la réalité de l'horreur et les nouveaux dangers de l'arme atomique.

Une autre difficulté, c'est que depuis la fin de la guerre froide, le danger semble écarté. En France, l'opinion publique pense que notre pays a fait de gros efforts de désarmement après la fin des essais nucléaires à Mururoa. Cela a été vrai dans les années 1996 et 1997, mais depuis, la France modernise ses équipements avec de nouveaux missiles, de nouveaux sous-marins, de nouvelles têtes nucléaires, un programme de simulations des essais. Tout cela sans débat public, sans aucune transparence et – ce qui est le plus grave - en totale violation du Traité de non-prolifération

Cette idée du danger écarté est dangereuse car elle conduit à diminuer la vigilance. La réalité est toute autre. Le danger n'est pas écarté, le danger est au contraire beaucoup plus présent. Faire prendre conscience de la dangerosité de la situation présente est essentiel et urgent. Il y a peut-être moins de têtes nucléaires sur la planète qu'il y a 20 ans, mais la probabilité de leur utilisation est bien plus importante qu'il y a 20 ans.

Pour cela, il est primordial de faire de l'éducation populaire. C'est ce qu'a entrepris en France le nouveau collectif « Campagne pour le Désarmement Nucléaire » qui regroupe plus de 50 organisations très diverses de la société française et dont la coordination a été confiée au Mouvement de la Paix.

La vingtaine de meetings organisés à l'automne dernier confirment l'ignorance dans laquelle se trouve globalement la population. A la fois ignorance des dangers, ignorance des politiques menées par les grandes puissances mais aussi ignorance de ce qui avance dans le bon sens.

Combien de gens savent que depuis la signature du Traité de Non-Prolifération nucléaire en 1970, il y a davantage de pays qui ont renoncé à l'arme atomique que de pays qui s'en sont dotés ? Combien de personnes connaissent l'existence des zones exemptes d'armes nucléaires ? Combien de personnes ont conscience du travail des Ong lors des conférences de révisions du Tnp ?

Pour gagner la mise en mouvement de l'opinion publique, de gros efforts d'informations et d'éducation sont à faire.

Une autre question est essentielle au débat, c'est celle de la sécurité. L'arme nucléaire est immorale, illégale, elle coûte très cher. Mais combien de nos concitoyens sont prêts à l'accepter, malgré cela, s'ils pensent que c'est le seul moyen d'assurer leur sécurité ? C'est pourquoi les conditions de la sécurité des femmes, des hommes et de la planète doivent être abordées en même temps.

L'arme nucléaire n'assure la sécurité de personne. Au contraire, c'est l'insécurité pour tous. Koffi Anan disait « Ou nous serons en sécurité, ou nous serons tous en insécurité ». C'est la réalité. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, plus personne ne peut concevoir sa propre sécurité sans se préoccuper de celle des autres. Toutes les politiques sécuritaires sont vouées à l'échec. Nous le voyons bien au Proche-Orient. Ce ne sont ni les armes, ni les murs qui garantissent la sécurité. La sécurité de tous passe par la sécurité de chacun. Une sécurité non pas basée sur la peur, la méfiance, la protection ; mais une sécurité basée sur les droits et les devoirs, sur la justice et l'éducation, sur la capacité de chacun à vivre dignement aux côtés de son voisin.

Cette sécurité là, elle est incompatible avec les armes nucléaires. C'est pourquoi la question des alternatives à la sécurité militaire, à la sécurité atomique est essentielle. La réponse aux problèmes du monde passe par la culture de paix. Si nous voulons la paix, nous devons préparer la paix. Si nous préparons la guerre, nous aurons la guerre.

C'est la raison pour laquelle, en terme de stratégie sociale, le mouvement pour l'élimination des armes nucléaires doit tisser des liens étroits avec le mouvement social et le mouvement altermondialiste. Nous ne construirons pas un autre monde avec les armes nucléaires. Nous avons à libérer les esprits de la menace atomique et nous avons beaucoup de paix à construire par la satisfaction des besoins que pourraient permettre les milliards de dollars consacrés chaque année à ces armes. Combien de personnes meurent chaque année sur cette planète à cause des sommes phénoménales englouties dans ces armes de mort ? Depuis 60 ans, ce sont des milliards de victimes à rajouter aux comptes de ces armes dites de dissuasion, qui tuent même lorsqu'on ne s'en sert pas !

Pour progresser dans la mise en mouvement de l'opinion publique, au-delà de la connaissance et de l'éducation, il y a aussi besoin de ne pas se sentir seul. Nous avons vu en 2003, combien la journée internationale de février pour empêcher la guerre en Irak a été essentielle dans la prise de conscience planétaire de notre puissance collective. C'est cette confiance collective qui avait animé dans les années 50 les initiateurs de l'Appel de Stockholm et qui avait empêché une nouvelle utilisation de la bombe atomique en Corée.

Il y a donc besoin de créer une dynamique populaire majoritaire sur notre planète pour éliminer les armes nucléaires. Le risque d'une nouvelle course aux armements est là. Aussi, une nouvelle

course est à engager pour les peuples de la planète : la course au désarmement. Et il y a besoin de courir vite.

En ce sens, tout ce qui contribue à rendre crédible les actions et à donner l'espoir est prioritaire en terme de stratégie de rassemblement pour la Paix. C'est pourquoi le Mouvement de la Paix a tout de suite soutenue la campagne ICAN initiée par IPPNW l'an passé. Une campagne internationale avec un objectif commun, atteignable, est de nature à redonner confiance aux gens dans leur capacité de gagner. Il est par conséquent important que cette campagne se développe dans tous les pays et qu'elle aboutisse à obtenir une convention d'élimination des armes nucléaires, qui viendrait compléter le TNP et rendre crédible les engagements de l'article 6.

Les puissances nucléaires doivent sentir que leur arrogance a assez duré et que le deux poids deux mesures actuel n'est plus acceptable. Il doit laisser place à deux poids une mesure : l'élimination des armes nucléaires.

Dans ce contexte, les prises de position de ces derniers mois sont intéressantes. Que ce soit les articles de Georges P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn dans le Wall Street Journal, les déclarations de Gordon Brown en Inde, ou plus récemment de l'intervention de M. Steinmeier, ministre allemand des affaires étrangères à la conférence de Munich, toutes ces prises de positions sont utiles. Elles le sont d'autant plus quand elles émanent de responsables politiques qui ont cru dans la dissuasion, voire l'ont développé.

En France, ce débat a encore du mal à faire surface. Il y a un mutisme complet sur cette question qui tient principalement au fait que les principaux partis politiques défendent la force de frappe. Cependant, on trouve de plus en plus de gens qui défendaient la dissuasion nucléaire du temps de la guerre froide mais qui acceptent l'idée que le contexte a changé. Le mouvement pacifiste doit trouver les moyens de permettre à ces gens là de prendre place dans l'action pour l'élimination des armes nucléaires sans leur demander de renier ce qu'ils ont cru bon dans le passé. Certains croient que l'arme nucléaire a empêché l'Union Soviétique d'envahir l'Europe ? Pour d'autres, cela fait partie des fantasmes ? Peu importe si tous peuvent se retrouver ensemble aujourd'hui pour sauver l'humanité du péril atomique.

Dans ce contexte, quel sera le rôle de l'Union Européenne ? Quelle(s) initiative(s) pour une Europe active pour la paix dans le monde ? Aurons-nous une Union Européenne vassale des Etats-Unis ou bien aurons-nous une Union Européenne actrice d'un monde de paix ?

Pour y répondre, la solidarité et la convergence entre les mouvements de paix du continent sont incontournables. La France prendra la présidence de l'Union Européenne pour six mois à partir du 1^{er} juillet 2008. C'est l'occasion pour les mouvements de paix français de peser davantage dans le débat public en état capable d'expressions collectives de leurs visions pour une Europe active pour la Paix, avec une exigence forte pour le désarmement nucléaire.

Abolir les armes nucléaires peut être considéré comme une utopie. Agir pour cette utopie incontournable, c'est faire preuve de salubrité publique. Rendre crédible cette utopie est une responsabilité majeure pour donner aux générations futures le droit de vivre, tout simplement.

Le désarmement nucléaire et le Traité de non-prolifération : la responsabilité des Etats nucléaires

Sergio Duarte

haut Représentant des Nations Unies au désarmement nucléaire
ancien ambassadeur du Brésil à la conférence du désarmement
président de la conférence de révision de 2002 du TNP

Comme beaucoup d'entre vous le savent, je travaille dans le champ du désarmement nucléaire depuis longtemps. J'ai assisté à de nombreuses conférences sur ce sujet et j'ai remarqué qu'il est devenu quelque peu traditionnel dans ce genre de réunions que les principaux intervenants axent leur discours sur des problèmes politiques spécifiques et ensuite, à la fin, rendent un bref hommage aux efforts de la société civile pour mettre en avant ce magnifique objectif.

Aujourd'hui, je voudrais inverser cette pratique non pas pour être courtois envers nos hôtes, mais parce que je pense sincèrement que cette association d'individus et de groupes qui ensemble constituent la « société civile » auront (et ont) des rôles ô combien importants pour que le processus de désarmement nucléaire mondial soit un succès, et ce pour le bien de tous. Ces personnes méritent une grande reconnaissance pour ce travail, et non un traitement après coup.

Je regarde le travail dévoué de Rebecca Johnson et Kate Hudson, je pense aux sacrifices qu'elles ont faits depuis plusieurs années devant de grands obstacles, et je ne peux que ressentir un grand respect pour leurs multiples efforts au nom de leurs concitoyens de cette planète. Je sais également qu'elles ne sont pas seules, et qu'elles sont une partie d'une communauté mondiale qui partage les mêmes objectifs. Par conséquent, je suis déçu de voir que nombre de discussions sur le désarmement nucléaire continuent de traiter le sujet plutôt comme une affaire d'élite politique, qui ne concerne que quelques diplomates, quelques bureaucrates gouvernementaux, qu'une cellule de réflexion de spécialistes, et des militants purs et durs parmi le grand public. La réalité est tout autre.

Sondage après sondage, les gens à travers le monde expriment leur farouche soutien au désarmement nucléaire (ils ont un intérêt dans son succès). C'est un point que le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a répété dans ses récentes déclarations. Dans son message adressé à la Conférence annuelle de Pugwash d'octobre dernier, il a averti du caractère potentiellement dévastateur des armes de destruction massive et de « la véritable menace qu'elles représentent pour l'humanité. » Le mois dernier, il s'est personnellement rendu à la Conférence du Désarmement et a souligné quelques unes des nombreuses façons dont le progrès dans le désarmement nucléaire sert à prévenir des courses aux armements, à calmer les tensions, et à libérer les ressources nécessaires pour atteindre les buts du Millénaire du Développement. Il a également noté comment l'absence de désarmement peut compromettre beaucoup des plus fondamentaux objectifs de la Charte des Nations Unies.

Je trouve assez significatifs les trois premiers mots de la Charte « Nous les peuples ». Cela en dit beaucoup sur qui sont les bénéficiaires visés du développement, du désarmement et de la sécurité collective stipulés par les dispositions de ce magnifique document. Quasiment tout notre travail aux Nations Unies suppose que les armes nucléaires ne seront pas utilisées (combien de temps le développement économique, un environnement décent, le respect des droits humains, la justice sociale, l'aide humanitaire et l'autorité de la loi perdureraient-ils au milieu d'une guerre nucléaire ?). Un tel cauchemar n'est pas impensable dans notre monde d'aujourd'hui qui fait face aux dangers de plusieurs milliers d'armes nucléaires demeurant dans les arsenaux actuels, des doctrines militaires qui envisagent voire prescrivent leur utilisation, à la prolifération de telles armes à d'autres Etats et à la possible menace du terrorisme nucléaire.

Parce que les effets horribles, aussi bien au niveau humain qu'environnemental, dus à l'utilisation ne serait-ce que d'une seule arme nucléaire, je crois que la communauté mondiale doit poursuivre ses efforts pour

assurer que le désarmement nucléaire, la non prolifération et la fin du terrorisme reçoivent les grandes priorités qu'ils méritent aussi bien au niveau des politiques gouvernementales qu'au niveau de la société civile et les initiatives qu'elle lance.

Dans ce respect, je suis aussi convaincu que les Etats qui possèdent de telles armes, en particulier les deux ayant les plus grands stocks, portent un lourd fardeau à savoir montrer au monde qu'ils remplissent leurs engagements du TNP pour aboutir au désarmement nucléaire mondial. Quelques uns d'entre eux se sont donné beaucoup de mal pour montrer leurs actes de conformité alors que d'autres demeurent silencieux. Pourtant, jusqu'ici rien n'a ouvertement admis que ces efforts de réduction soient actuellement exigés par les obligations spécifiques supposées de l'Article VI du TNP. Il y a une grande différence entre une action qui est compatible avec le Traité et une action qui remplit une obligation.

Ce n'est pas pour ignorer que ces dernières années les Etats non nucléaires parties au TNP ont lancé diverses initiatives, allant des déclarations politiques à des mesures spécifiques pratiques, pour communiquer les dispositions qu'ils ont prises en ce qui concerne le désarmement. Le gouvernement britannique a montré le chemin dans le domaine de vérification comme le montrent ses études publiées et ses récentes propositions à Genève pour une conférence technique sur ce sujet, qui, je l'espère, sera bientôt davantage développée. De plus, la Grande Bretagne a annoncé des réductions de ses stocks, stoppé la production de matières fissiles pour les armes, ratifié le Traité d'Interdiction des Essais nucléaires, et soutenu de telles autres initiatives qui, je peux l'ajouter, ont été accueillies à travers le monde. Les Etats-Unis et l'URSS ont également déclaré leurs propres accords uni et bilatéraux de réduction de leurs stocks. Pour sa part, la France a entrepris de réduire sa propre production de matières fissiles et de limiter la taille de son arsenal. Et ce n'est pas tout.

Tous les Etats possédant de telles armes soutiennent le but d'un désarmement mondial. Comme je l'ai noté, presque tous apparaissent comme prenant au moins quelques dispositions pour limiter la taille de leur arsenal ou au moins de poser des restrictions sur leur possible utilisation. Tous travaillent à l'amélioration de la sécurité physique de leur stock et de leurs matières fissiles. Et tous cherchent à améliorer les contrôles pour réduire les risques de prolifération et de terrorisme nucléaire. Tous continuent à s'abstenir de faire des essais nucléaires. Quelques uns publient des détails additionnels à propos de la taille de leur arsenal. Quelques soient les autres différences qui continuent de diviser ces puissances, chacune d'entre elles a au moins fait quelque chose pour faire avancer l'objectif du désarmement nucléaire mondial.

Naturellement, de tels Etats désirent être reconnus pour leurs aboutissements dans ces domaines, et je suis ravi de le faire aujourd'hui. L'Assemblée générale des Nations Unies a aussi adopté des résolutions qui reconnaissent les domaines où des progrès ont été faits, comme beaucoup de leaders qui sont intervenus dans plusieurs arènes des Nations Unies. Je conseille à tous ceux qui œuvrent pour le désarmement de reconnaître les progrès quand ils se produisent, pour qu'il n'y ait aucune raison pour que le processus de désarmement soit de confrontation, surtout quand une telle approche mène simplement à une nouvelle politique ou à des obstacles bureaucratiques pour le désarmement.

Cela me suggère quatre questions. Est-ce que les dispositions prises par les Etats nucléaires sont suffisantes pour nous conduire à un monde sans armes nucléaires ? Est-ce que quelques unes de ces dispositions ont écarté le monde de ce but ? Quelles actions sont nécessaires maintenant et dans les années à venir pour qu'un progrès important se passe ? Enfin, comment celles-ci peuvent être mises en œuvre ?

La réponse à la première question est simple : non, les dispositions actuelles ne sont pas suffisantes. La suffisance implique le long terme qui exige, entre autres, certains budgets et soutien gouvernemental importants. Je fais référence à la création d'organisations gouvernementales avec des mandats, des budgets, des emplois du temps, des repères législatifs spécifiques et une responsabilité publique pour atteindre ces buts. Il apparaît un vide entre les engagements internationaux pour le désarmement et les moyens des institutions locales pour les mettre en œuvre, surtout ceux relatifs aux infrastructures et aux budgets consacrés à maintenir ou améliorer les arsenaux existants.

A ce déficit institutionnel, je voudrais ajouter un déficit inspirant. Jusqu'au point qu'il est possible d'aboutir à ses buts d'une manière fiable et crédible, le désarmement a la potentialité de jouir d'un soutien public

massif et durable, certainement plus que la dépense de vastes sommes au nom d'armes dont la moralité, la légalité et l'utilité sont largement ouvertes à la question. Les armes nucléaires ne peuvent pas dissuader des attaques terroristes catastrophiques, ni servir d'aucune fonction de réponse à de telles attaques. Pourtant, leur perpétration génère de nouveaux types de risques terroristes relatifs à la perte ou au vol d'arme nucléaire ou de matière fissile [...]. Les contrôles de sécurité peuvent seulement diminuer de tels risques mais ne peuvent pas participer au désarmement.

En respect à ma deuxième question, oui il y a certaines dispositions qui sont contraires à la cause du désarmement. J'inclurais dans cette catégorie les points suivants :

- l'articulation de programmes à long terme, parfois avec des visions sur plusieurs décennies, pour conserver ou améliorer les arsenaux nucléaires actuels, associée au manque de programmes opérationnels pour mettre en œuvre le désarmement nucléaire;
- le développement de nouveaux types de systèmes de livraison d'armes nucléaires ;
- la promulgation de doctrines nucléaires qui se réservent le droit de première frappe même contre un Etat non nucléaire, ou qui veulent prévenir d'une possible future attaque impliquant d'autres armes de destruction massive ou des armes conventionnelles ;
- la réaffirmation que la dissuasion nucléaire est vitale pour la sécurité nationale ;
- le refus de négocier ou de discuter les grandes lignes d'une convention sur les armes nucléaires.

A la lumière de cela, la revendication souvent entendue à savoir que les stocks nucléaires sont au « minimum » nécessaire pour maintenir la dissuasion n'est pas rassurante, surtout dans la mesure où cela offre un modèle de posture de sécurité nationale à imiter pour les autres pays. La revendication des actuels possesseurs, qui doivent maintenir leur capacité nucléaire parce qu'ils ne savent pas quelles menaces peuvent surgir dans le futur, pourrait facilement être réalisée par chaque Etat voulant devenir un Etat nucléaire.

Il apparaît que les doctrines nucléaires sont quelque peu contagieuses et s'occupent de proliférer les armes elles-mêmes. La perspective d'un monde d'Etats ayant chacun sa propre dissuasion nucléaire « minimum », pourrait à peine servir l'intérêt d'une paix et d'une sécurité internationales. Et si l'histoire ne nous enseigne rien, la perspective gelant perpétuellement le nombre d'Etat avec une telle dissuasion n'est pas claire, reconnaissant que les armes nucléaires se sont étendues à huit ou neuf Etats depuis qu'elles furent utilisées la première fois à Hiroshima et Nagasaki.

A propos de ma troisième question concernant quelles dispositions sont nécessaires pour un progrès substantiel dans le désarmement, aucun mouvement issu des points précédemment listés et allant vers le renforcement d'une sécurité nationale au travers de moyens non nucléaires mettrait en avant cet objectif.

Ainsi, les programmes d'intendance des armes donneraient progressivement une voie vers des initiatives de désarmement d'intendance. Cela inclurait des activités telles que le développement de moyens renforcés de vérification (conformément aux engagements de désarmement), la détection rapide et fiable de possibles violations, la protection face à une réversibilité des obligations de désarmement, et la garantie de la disponibilité de moyens alternatifs (diplomatiques et militaires) de défense des intérêts d'une sécurité légitime sans utiliser les armes nucléaires.

Il est aussi important pour le public et la communauté mondiale de témoigner des progrès en matière de désarmement à travers des mesures transparentes impliquant pas que de simples déclarations nationales unilatérales de réduction, mais des détails suffisants pour le monde pour conclure que les armes non déployées sont en fait démontées et détruites.

Ma dernière question, concernant les éléments essentiels pour améliorer de telles dispositions, exige le terme insaisissable de « volonté politique », par lequel j'entends un soutien politique viable, surtout dans les Etats nucléaires - incluant un soutien venant de la société civile, des législatifs, des leaders nationaux, des Etats nucléaires eux-mêmes et des acteurs concernés de la communauté diplomatique mondiale. C'est une des raisons pour laquelle j'ai accueilli le plan Hoover (une initiative de désarmement nucléaire proposée conjointement par d'anciens hauts fonctionnaires américains, George Shultz, William Perry, Henry Kissinger et Sam Nunn). Ici, au Royaume Uni, il y a un vif intérêt pour le désarmement nucléaire au plus haut niveau du

gouvernement et du Parlement. Il y a un fort soutien de la société civile. Il y a aussi un engagement diplomatique ailleurs dans la communauté mondiale, incluant la participation britannique dans l'initiative norvégienne d'explorer de nouvelles possibilités pour progresser en matière de désarmement nucléaire et de non prolifération.

Dans mes remarques d'aujourd'hui, j'ai offert, dans les grandes lignes, quelques unes des responsabilités que les Etats nucléaires doivent supporter afin d'aboutir à un progrès concret en matière de désarmement nucléaire. Je reconnais que ce progrès exigera aussi bien des efforts parallèles dans le contrôle des armes nucléaires que des efforts nouveaux pour réduire les risques de prolifération et de terrorisme nucléaire. Mais je ne suis absolument pas d'accord pour dire que ce progrès devrait prendre en otage la solution antérieure à tous ces problèmes, ni que ce progrès attende l'aube d'une paix mondiale. Le progrès en matière de désarmement crée sa propre contribution indépendante pour la paix et la sécurité. Et je crois que cette contribution a largement été sous-estimée.

En réfléchissant sur le déclenchement de la Première Guerre Mondiale, Sir Edward Grey a écrit : « L'énorme augmentation des armements en Europe, le sentiment d'insécurité et de peur causé par ces armements, cela a rendu la guerre inévitable. Il me semble que c'est la plus vraie lecture de l'histoire ; la leçon que le présent devrait retenir du passé dans l'intérêt d'une paix future, c'est l'avertissement lancé par ceux qui viennent après nous. »

Aujourd'hui, nous sommes témoins d'une autre énorme augmentation des armements, avec des dépenses militaires dépassant 1000 milliards de dollars et continuant à augmenter. C'est un extraordinaire développement dans le monde post Guerre Froide tout à l'opposé de l'objectif fixé par l'article 26 de la Charte des Nations Unies : « favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde. » Alors que le désarmement nucléaire ne garantira pas à lui seul une forte réduction de cette dépense, cela aidera à diminuer la volonté d'Etats à rechercher de telles armes, cela mettra en avant les efforts de non prolifération nucléaire et de lutte contre le terrorisme, et cela calmera quelques uns des méfiances et manques de confiance qu'a pu inspirer les courses aux armements du passé.

Il y a presque cinquante ans, le Secrétaire Général des Nations Unies a adopté l'objectif de « désarmement général et complet » dont le but est l'élimination de toutes les armes de destruction massive et la limitation des armes conventionnelles à des niveaux suffisants pour maintenir la sécurité nationale et les opérations de maintien de la paix. Les Etats parties au TNP se sont mis d'accord lors de la Conférence de révision de 2000 pour que cela soit leur but ultime. Alors que le désarmement nucléaire devrait toujours être la plus urgente des priorités, un effort complémentaire et parallèle est aussi nécessaire pour limiter la production, le commerce et l'utilisation d'armes conventionnelles. La proposition britannique pour un Traité sur le commerce des armes, qui depuis a été préconisée par des groupes de la société civile, est un pas dans la bonne direction.

Ecrivant depuis le Royaume Uni avant la signature du TNP, Leonard Beaton déclara « la plus grande incitation à une large diffusion de ces armes est la conviction que c'est inévitable. » Aujourd'hui, je voudrais proposer un corollaire : « la plus grande incitation à une large diffusion de ces armes est la conviction que le désarmement n'est pas atteignable. » Je crois qu'il est possible de l'atteindre grâce aux actions de coopération éclairées par les gouvernements et un soutien durable et une pression de la société civile. A tous les groupes et fonctionnaires gouvernementaux présents aujourd'hui, je vous presse de continuer vos efforts pour faire avancer le désarmement nucléaire. C'est une cause digne qui ne doit pas être supportée seulement par les Etats nucléaires.